



Quel regard porte les Français sur l'avenir du modèle social ?

Etude IFOP pour VAE Solis sur le modèle social

Dans le cadre de la campagne présidentielle, Vae Solis a souhaité s'associer à l'IFOP pour comprendre les ressorts profonds de l'électorat en analysant six thèmes structurants la société française. Cette quatrième enquête d'opinion porte sur un sujet qui a été réactivé lors du quinquennat notamment à travers le projet de réforme des retraites : **le modèle social français et son avenir**.

Alors que ce sujet est au cœur du discours de plusieurs candidats, il nous a semblé opportun de réaliser une enquête destinée à dresser un état des lieux des opinions et attentes des Français sur ce sujet.

Le modèle social est étroitement associé par les Français à l'assurance maladie

Premier constat de cette enquête, quand ils pensent au modèle social, les Français pensent avant tout à l'assurance maladie. **C'est l'élément perçu comme étant le plus constitutif du modèle social français (62%), devant la gratuité de l'école (36%),** les allocations familiales (34%), le salaire minimum (29%), les minimas sociaux (26%), le système de retraite par répartition (23%), l'indemnisation des chômeurs (22%), les 35 heures (21%), la protection des salariés par le biais du droit du travail (20%) et la politique fiscale redistributive (13%). Pour 76% des sondés il s'agit d'un thème qui devrait être considéré comme prioritaire devant des thématiques comme la lutte contre l'immigration ou l'insécurité.

Alors que la réforme des retraites a été suspendue, c'est cette dimension du modèle social qui est perçue comme étant la plus susceptible d'être remise en cause (41%), à égalité avec les 35 heures (41%) et juste devant l'indemnisation des chômeurs par l'assurance chômage (33%).

Le modèle social suscite l'attachement de plus de 8 Français sur 10

Les résultats de l'enquête montrent que le modèle social français suscite un attachement très large au sein de la population (82%) et ce, quel que soit, la catégorie socio-professionnelle ou l'affiliation politique des personnes interrogées. Il est vu comme étant envié à l'étranger (73%) et constitutif de l'identité de la France (82%). Si les Français estiment largement qu'il est menacé (80%), ils sont partagés quant au fait qu'il faudrait le réformer (56%).

En fait, la crise du Covid 19 – marquée par des dépenses publiques très importantes – semble avoir mis de côté les enjeux de financement : la proportion de Français estimant qu'il faut réformer le modèle social est passée de 69% en 2014 à 56% en 2022. Moins d'un Français sur deux estime que le



modèle social est trop couteux ou inefficace, soit une baisse de 7 points entre 2014 et 2022. Enfin, l'idée selon laquelle le modèle social nuit à la compétitivité économique de la France n'est partagée que par 39% des Français. Afin de réduire les déficits sociaux les sondés ne sont plus que 32% à remettre en cause le principe d'universalité des prestations maladie et d'allocations familiales (contre 43% en 2014) et 26% d'entre eux préconisent la réduction des prestations sociales (+6%) et la recherche de nouveaux modes de financement (TVA sociale...) pour 20% (+6%).

Désormais à peine un Français sur deux estime qu'il faut réformer le système des retraites en France

Pour 41% des sondés deux « acquis sociaux » pourraient être remis en cause dans les années à venir : la durée légale du travail à 35h et le système de retraite par répartition. Le bien-fondé d'une réforme des retraites est d'ailleurs de plus en plus remise en question avec désormais seulement une courte majorité de Français acquiesce à cette idée (57%, - 19 points par rapport à 2019). Désormais, seulement les retraités apparaissent comme majoritairement convaincus du fait qu'il faut réformer ce système (66%). Aucune option de réforme n'est approuvée par une majorité de Français : ni une augmentation (45%) ou un allongement des cotisations (44%), ni un recul de l'âge légal de départ (40%). La suppression de l'augmentation annuelle des montants des pensions fait figure de repoussoir avec 82% des sondés y étant hostiles.

Dans un contexte de reprise économique, les jugements à l'égard des demandeurs d'emploi se durcissent

Alors que le chômage se situe à un niveau historiquement bas, les jugements à l'égard des demandeurs d'emploi se durcissent avec une montée en puissance du discours contre l'assistanat. Désormais, deux tiers des Français estiment que les « chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », une proportion en progression de 15 points par rapport à 2014. De surcroît, l'idée selon laquelle la diminution du montant des allocations permettrait de faire baisser le chômage rencontre un écho plus important (57%, + 10 points) et 33% des sondés estiment que l'indemnisation des chômeurs est un acquis social qui pourrait être remis en cause dans les années à venir.

Artisans, agriculteurs et militaires sont perçus comme plus à même de défendre le modèle social que les dirigeants d'entreprise et les responsables politiques

Les professions associées à « la France éternelle » telles que les artisans (78%), les agriculteurs (75%) bénéficient d'un niveau de confiance élevé en matière de défense du modèle social. A l'inverse, les responsables politiques (32% pour l'exécutif, 28% pour les parlementaires) et syndicaux (39%) suscitent un niveau de défiance majoritaire. Les responsables d'ONG et d'associations, les chefs d'entreprise restent à un niveau intermédiaire avec de 52 à 47% en terme de confiance pour défendre



le modèle social français. Emmanuel Macron (38%), Valérie Pécresse (37%), Marine Le Pen (36%) et Jean-Luc Mélenchon (36%) sont les personnalités qui suscitent le plus de confiance pour défendre le modèle social.